

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**  
-----  
**DIRECTION GENERALE DES IMPOTS**  
-----  
**CONVENTION**  
**relative à une opération de transfert de données fiscales et comptables**

**Article 1er**

**Objet de la convention**

Je soussigné,  
n° SIRET  
n° FRP

agissant en qualité de chef d'entreprise

déclare par la présente convention opter pour la procédure de transfert des données fiscales et comptables (TDFC), laquelle permet la transition par voie électronique des déclarations de résultats, de leurs annexes et de tout document les accompagnant.

**Article 2**

**Caractéristique de la procédure**

La procédure assure les fonctions suivantes :

- l'identification de l'émetteur et de l'auteur de l'acte ;
- l'intégrité des données ;
- la lisibilité et la fiabilité de la transmission ;
- la mémorisation de la date de transmission ;
- l'assurance de la réception ;
- la conservation des données transmises.

La description complète figure dans un cahier des charges, actualisé chaque année et consultable soit auprès de la direction générale des impôts, soit auprès des partenaires EDI.

**Article 3**

**Transmission des données à la DGI via un mandataire**

Pour satisfaire à ses obligations déclaratives, l'adhérent peut recourir aux services d'un mandataire, appelé partenaire EDI, lequel transmettra les données à la DGI pour son compte.

Dans ce cas, cet intermédiaire doit être désigné sur la présente convention, ou par souscription d'un avenant à celle-ci. Le cas échéant, désignation du partenaire EDI :

[ECM Association - 153, Rue de Courcelles 75017 PARIS](#)      [N° EDI DGI : 75017 51](#)

Et      [CGA du BOURBONNAIS 2 Rue des Combattants en Afrique du Nord 03000 MOULINS](#)      [N° EDI DGI : 03003 01](#)

**Article 4**

**Caractéristique de la procédure**

Les contribuables désirant transmettre directement leurs données à la DGI sont tenus d'obtenir la qualité de partenaire EDI et de procéder aux envois selon les modalités définies dans le cahier des charges en vigueur.

Pour ceux transmettant leurs données dans le langage normé EDIFACT, il est rappelé que les dispositions de l'article 3 de la convention type des partenaires EDI imposent l'utilisation d'outils ayant obtenu le label de qualité dans le cadre d'un contrôle technique. Les modalités d'attribution de ce label sont décrites dans les cahiers des charges.

**Article 5**

**Cession de données à la Banque de France**

Par son adhésion à la présente convention, l'adhérent autorise l'administration à transmettre à la Banque de France les données suivantes : qualité d'adhérent TDFC, dénomination, adresse, numéro SIRET.

**Article 6**

**Exercice du droit d'accès et de rectification**

Les droits d'accès et de rectification aux données acquises via TDFC s'exercent auprès du centre des impôts gestionnaire du dossier professionnel du contribuable.

**Article 7**

**Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'une année et est renouvelable par tacite reconduction.

Un dépôt papier de la déclaration de résultat vaut résiliation.

Fait à ....., le .....

Signature

Adresse du Centre des Impôts

--